

Faire vivre nos partenariats avec l'Angola

Le vendredi 10 décembre dernier, la DGER a accueilli une délégation conduite par la Ministre de l'Education d'Angola, Mme Luisa Maria Alves Grilo, M. Aldo Sambo, Consultant de la Ministre de l'Education, et M. Diasala André, Directeur National de l'Institut pour le Développement de l'Education.



Rencontre entre la Ministre de l'Éducation Angolaise, Luísa Maria Grilo et Benoit Bonaimé, Directeur Général de l'Enseignement et de la Recherche.

Les échanges nourris entre le Directeur Général de la DGER, M. Benoit Bonaimé, et la Ministre Luisa Maria Alves Grilo, ont permis de balayer la riche et intense coopération entre la France et l'Angola via le MASA dans le domaine de l'enseignement agricole technique et supérieur (agronomique et vétérinaire) depuis de nombreuses années et qui s'inscrit dans le cadre des priorités définies par le Président français de la République.

Dans ce contexte, ont été soulignés la pertinence et l'intérêt pour l'approche intégrée de l'enseignement agricole français (continuum Recherche Innovation Formation Développement Appui aux filières), son ancrage territorial et la situation assez unique en Europe et dans le monde du Ministère français en charge de l'Agriculture qui est en charge de l'ensemble des politiques publiques d'enseignement agricole : formation professionnelle initiale et continue, enseignement supérieur et recherche. Il en assure la cohérence et l'efficacité, tout au long de la chaîne de formation jusqu'à la recherche, ainsi que la transmission des connaissances et des innovations aux secteurs économiques.

Les deux parties ont rappelés que l'Angola, comme la France, ont à cœur de former les agriculteurs de demain en les dotant des outils nécessaires pour impulser et accompagner les évolutions de nos secteurs agricoles respectifs. En effet, les enjeux sont nombreux et prégnants : souveraineté alimentaire, changements imposés à l'échelle de la planète, renouvellement des générations Notre capacité à conduire les nombreuses transitions, dont agroécologiques, nous permettra d'assurer la durabilité et l'adaptation de nos systèmes de production agricole pour répondre à ces enjeux.

Dans cette perspective et de façon très concrète, il a été question du projet d'appui à la formation agricole et rurale (PAFAR) qui entre désormais dans sa phase opérationnelle. Ce projet, financé à hauteur de 35 millions d'euros par l'AFD et 5 millions d'euros par l'Union Européenne, vise à revitaliser le système de formation agricole angolais au niveau de l'enseignement secondaire en partageant le savoir-faire du système français de formation des techniciens agricoles. Il comporte un volet de réhabilitation logistique accompagné d'un volet pédagogique. L'objectif de ce projet est d'engager une réforme institutionnelle de la formation agricole rurale angolaise pour répondre aux besoins en compétences et aux orientations politiques du secteur agricole, ainsi que pour

réduire les inégalités entre les femmes et les hommes en milieu rural.

La mise en œuvre du projet PAFAR sera assuré par un consortium composé de SFERE, l'Institut Agro, IRAM et le Bureau d'Etudes EGIS – FORHOM avec un accompagnement Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (BRECI) en particulier via son réseau Conseil Expertise Formation Agricole à l'International (CEFAGRI), l'expertise de l'enseignement agricole émanant des établissements sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA-DGER) étant fortement attendue dans ce projet. Au travers de ce projet, la Ministre Grilo souhaite faire des écoles de formation professionnelle agricole angolais, les Instituts Techniques Agraires (ITA – il en existe 12 en Angola), des centres de diffusion des bonnes pratiques agricoles et que ceux-ci soient exemplaires en terme de formation et d'insertion à l'image du modèle des EPL français.



Drapeau angolais,
européen et
français.

Enfin, Benoit Bonaimé a souligné que au-delà des projets qui sont limités dans le temps, il est important de garder à l'esprit que la coopération est avant tout constituée de relations humaines, entre enseignants et personnels de nos

établissements via des partenariats / jumelage entre EPL et ITA, mais également le partage d'expériences et d'expertise entre pairs et pourquoi pas via des programmes de mobilités réciproques d'apprenants. Dans cet objectif un agent du MASA a été mis à disposition auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur, Sciences, Technologie et Innovation (MESCTI) en Angola qui a pour mission de faire vivre au quotidien nos partenariats et faire du lien entre les différentes institutions et acteurs impliqués dans nos coopérations. Il aura en particulier pour objectif la mise en place d'un continuum pédagogique entre l'enseignement agricole secondaire et supérieur court type BTSA.

La Ministre Grilo conclut en redisant sa satisfaction de voir la coopération entre nos deux pays aussi vivace et pleine de perspectives.

Pour sa part, M. Benoit Bonaimé conclut en soulignant que les acteurs français ont vocation à conduire la coopération avec l'Angola en « équipe France ». C'est le cas par exemple pour les synergies que nous mettons en place avec l'Agence Française de Développement et France Éducation Internationale.

Contacts :

Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr,

Vanessa Forsans, animatrice du réseau CEFAGRI de la DGER, vanessa.forsans@educagri.fr

William GEX, co-animateur du réseau Afrique Australe, Océan Indien et Nigéria de la DGER, wiliam.gex@educagri.fr

Didier Ramay co animateur du réseau géographique Afrique Australe Océan Indien de la DGER

Favoriser l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique

La Chaire *Systèmes alimentaires et entrepreneuriat en Afrique* : un dispositif en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes et de systèmes alimentaires durables.

L'Afrique connaît des mutations importantes, avec un accroissement et une urbanisation forte de sa population, une demande en biens alimentaires en augmentation et qui tend vers des produits transformés et standardisés appropriés à la consommation en ville. Elle est également confrontée à des enjeux forts d'employabilité des jeunes chaque année plus nombreux sur un marché du travail insuffisamment structuré, n'offrant pas assez d'opportunités et dont les besoins ne sont pas toujours en adéquation avec les offres de formation.

En 2020, des acteurs académiques et privés ont uni leur force afin d'apporter une réponse collective à ces enjeux. Ainsi, la Chaire *Systèmes alimentaires et entrepreneuriat en Afrique* a été créée avec pour objectif de favoriser l'entrepreneuriat de jeunes africains dans les secteurs agricole et agroalimentaire, de manière à apporter une réponse aux enjeux alimentaires et au défi de l'employabilité. Ce dispositif est le fruit d'une coopération internationale entre quatre établissements d'enseignement supérieur en agronomie : Bordeaux Sciences Agro (BSA) en France, l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) de l'INP-HB de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire, la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA) de l'Université de Dschang au Cameroun et l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA) de l'Université

d'Antananarivo à Madagascar (qui a rejoint le consortium en 2023), et soutenue par le Fonds de dotation Pierre Castel.

Face à ces défis, la Chaire se positionne au niveau de la *Sensibilisation à l'entrepreneuriat* d'environ 500 étudiants chaque année dans les 3 pays africains partenaires et sur la *Formation et l'accompagnement* d'une dizaine de porteurs de projet par pays et par an, dans la maturation de leur projet entrepreneurial. La formation est fondée sur la pédagogie par l'action, avec une application immédiate des compétences entrepreneuriales acquises sur les projets portés par les jeunes. La durabilité est la première composante de la formation afin que les projets développés intègrent dès leur conception les externalités positives et négatives.

La Chaire Animation scientifique contribue au développement de projets communs de recherche afin de produire et diffuser des connaissances sur les thématiques d'intérêt pour le dispositif (freins et leviers à l'entrepreneuriat, emballages écologiques, innovation, etc.). Et elle participe à la *Création d'un écosystème favorable* en fédérant les acteurs engagés en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes, afin d'apporter aux porteurs de projet de la visibilité et d'éventuelles opportunités.

Depuis sa création, le dispositif a accompagné 70 étudiants en fin de cursus ingénieur agronome ou jeunes diplômés dans la maturation et la concrétisation de leur projet.

La dynamique engagée par la Chaire concrétise les engagements* de l'enseignement agricole de partenariat avec l'Afrique du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA) via la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER), en particulier en matière de formation croisée et d'entrepreneuriat. Elle répond également à la stratégie d'internationalisation de Bordeaux Sciences Agro.

* les 4 engagements de l'Enseignement Agricole pour l'Afrique

A sa création, la Chaire a bénéficié du soutien du Ministère français de l'Europe et des Affaires Étrangères avec son programme d'Appui au Développement de l'Enseignement Supérieur Français en Afrique (ADESFA) et dispose aujourd'hui du soutien de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) Europe Occidentale via son programme *Co//ectif*.

Le dispositif de formation et d'accompagnement de la chaire permet à la fois l'autonomie des établissements membres et la mise à disposition d'un format partagé standardisé et adaptable. Il a été conçu pour pouvoir être dupliqué dans de nouveaux établissements. La chaire cherche aujourd'hui de nouveaux partenaires pour un changement d'échelle et son déploiement dans de plus nombreux pays en Afrique.

[Pour en savoir plus consulter les informations sur le site de la Chaire, Rapport d'activités 2021-2022](#)

Contacts : Christophe ALEMANY, Enseignant en management d'entreprise à Bordeaux Science Agro Département Entreprises & Territoires

Responsable spécialisation Stratégie, Entrepreneuriat et Management des Entreprises Agricoles / Référent entrepreneuriat / Responsable pédagogique parcours Agro Finance Banque, christophe.alemany@agro-bordeaux.fr

Rachid BENLAFQUIH, chargé de mission Afrique subsaharienne / ECSI / expertise à l'international au BRECI/DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

Ethiopie - France : une

coopération académique et scientifique

Les établissements de médecine vétérinaire français et éthiopien s'associent pour renforcer leur coopération autour d'un projet sur la filière volaille et l'École nationale vétérinaire de Toulouse contractualise avec son homologue, le *College of Veterinary Medicine and Agriculture*, afin de l'accompagner dans une optique *One Health*.



Visite de la délégation éthiopienne à Toulouse, à l'École nationale vétérinaire (ENVT)

Du lundi 28 Mars au 01 avril 2022, l'École nationale vétérinaire de Toulouse (ENVT) a reçu la visite d'une délégation éthiopienne du *College of Veterinary Medicine and Agriculture* (CVMA) de l'Université d'Addis-Abeba. Cette délégation composée du doyen du CVMA, de son adjointe et de

deux professeurs s'inscrit dans le cadre d'un projet de coopération vétérinaire international en filière volaille financé par les Fonds de Solidarité pour les Projets Innovants (FSPI), gérés par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et mobilisant l'expertise du Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, appelé *''Chicken Health Project''*. Ce projet coordonné par France Vétérinaire International et dont l'ENVT assure la responsabilité académique, vise à accompagner la montée en compétences du CVMA et de la communauté vétérinaire éthiopienne, dans une optique *One Health*.



Accueil de la délégation du College of Veterinary Medicine and Agriculture- CVMA à la Direction générale de l'enseignement et de la recherche – Ministère en charge de l'agriculture – Paris

Accueil au Ministère, tutelle des Ecoles nationales vétérinaires françaises

Cette visite avait pour objectifs de renforcer et développer la coopération vétérinaire entre la France et l'Éthiopie. Elle a ainsi été l'occasion pour les collègues éthiopiens de rencontrer la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER) dont Valérie BADUEL (DG) ainsi que l'équipe du bureau des relations internationales (BRECI). Cela a permis

à la délégation éthiopienne de prendre connaissance du système de formation de l'enseignement agricole et d'évoquer la possibilité d'un accord de coopération entre la DGER, les quatre écoles vétérinaires françaises et l'université éthiopienne ou son ministère de tutelle afin de renforcer la coopération entre nos deux pays.



Visites techniques

La délégation a également pu visiter un laboratoire de l'Institut Pasteur ainsi que deux fermes dont l'exploitation du lycée agricole de Mirande.



Ce fut également l'occasion de rencontrer les partenaires du projet tels



que

CEVA Santé Animale, société pharmaceutique vétérinaire multinationale, créée en 1999 et dont le siège est à Libourne en Gironde.

Ces différentes rencontres ont permis d'aboutir à la signature d'un Mémorandum Of Understanding (MOU) entre (CVMA-ENVT) ce qui offrira un cadre de coopération pédagogique et scientifique entre les deux institutions pour les cinq prochaines années.



Initiative *One-Health* partagée



Puis, dans le cadre de la célébration des 125 ans de relations diplomatiques entre la France et l'Ethiopie, la Faculté de Médecine Vétérinaire et d'Agriculture (CVMA) de l'Université d'Addis Abeba et l'Ambassade de France en Ethiopie ont organisé le 21 avril, un atelier, dédié à « l'amélioration de la santé des poulets grâce à l'initiative One-Health».



Intervention de Jean-Luc
Guérin, professeur
pathologie aviaire sur la
situation de l'influenza
aviaire

En présence de M. Rémi Maréchaux, Ambassadeur de France en Ethiopie, Dr Fikru Ragassa, Ministre d'Etat chargé de l'Élevage et de la Pêche, Ministère de l'Agriculture, Dr Eba Mijena, Directeur des Affaires Académiques pour l'Enseignement Supérieur, Ministère de l'Éducation, Dr Hagos , directeur du programme post-diplôme de l'Université d'Addis-Abeba, l'atelier, réunissant plus de 150 personnes, a souligné le lien étroit entre la santé humaine et animale.

L'atelier, conduit en mode hybride, a été animé par les conférences et les présentations d'universitaires et de spécialistes du domaine : Pr. J-L. Guerin – ENVT – Enseignant en pathologie aviaire – biosécurité – Interactions Hôte-Pathogène Directeur : « Introduction Avian Influenza », Pr. J-L. Angot, Inspecteur Général de la Santé Publique Vétérinaire, Président de l'Académie Vétérinaire de France : « Présentation de l'initiative Prezode dans l'approche One Health », Dr. P. Bastiaensen, représentant du bureau régional de l'OIE, Nairobi : « Quelques exemples typiques des maladies dans l'approche One Health », Dr. Mohammed I. Abdikadir, One Health Focal Person in the WHO Country Office Ethiopia : « Cadre stratégique et opérationnalisation de l'approche One Health : le cas éthiopien »

Comité de pilotage *Chicken Health Project*



Comité de pilotage du projet Chicken Health project en présence de l'Ambassadeur de France en Éthiopie, la COCAC (Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle), du Ministre de l'Agriculture éthiopien et du DEAN du College of Veterinary Medicine and Agriculture Suite à l'atelier, un comité de pilotage du projet « Chicken Heath Project » s'est tenu, impliquant l'ENVT, CVMA ainsi que l'Ambassade de France, il traite des questions vétérinaires.

Financé par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, piloté par le Service de la coopération et de la culture de l'Ambassade de France en Éthiopie et avec le concours du MASA via le Conseiller aux Affaires Agricoles pour l'Afrique de l'Est et l'Océan Indien basé au Service Économique Régional (SER) de Nairobi, ce projet de deux ans est axé sur le renforcement des capacités, ciblant la formation académique et continue des vétérinaires/techniciens.

Le projet vise à renforcer la sécurité alimentaire dans la filière avicole en Éthiopie à travers l'amélioration de la sécurité sanitaire, de l'alimentation animale aux produits alimentaires consommés par la population (œufs, viande). Ce projet repose sur une approche innovante, impliquant différents acteurs, académiques et économiques, français et éthiopiens.

Calendrier du projet :

09 Mai – 27 Mai : Module de biosécurité en ligne

13 au 17 juin : Formation de trois professionnels éthiopiens à l'ENVT en techniques de laboratoire (moléculaire et pathologie)

13 au 24 juin : Formation de formateurs en ligne (module biosécurité)

04 au 08 Juillet : Summer School

Contacts : Pauline MICHEL – IHAP-ENVT – Ingénieur Pédagogique – Projet YEDODE Ethiopie, pauline.michel@envt.fr

Sabine DIDIERLAURENT – Directrice adjointe · France Vétérinaire International ENSV-FVI, sabine.didierlaurent@vetagro-sup.fr

Rachid BENLAFQUIH – BRECI chargé de mission Afrique, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

YEDODE pour la sécurité alimentaire en Ethiopie

La France et l 'Éthiopie relance leur coopération vétérinaire. l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse s'engage dans un projet de coopération de la fourche à la fourchette dans le cadre de la filière aviaire.

Le projet YEDODE est né d'une coopération entre l'Éthiopie et la France dans le domaine de la formation supérieure, pour le

renforcement de compétences des vétérinaires et techniciens de la filière avicole en Ethiopie.

Vous êtes-vous déjà demandé si les aliments que vous achetez au supermarché sont sûrs ?

Si oui, alors vous n'êtes pas seul. La sécurité des aliments est un problème mondial et l'un des principaux groupes alimentaires qui préoccupe tout le monde est la volaille. Dans le monde, 1 million de personnes souffrent chaque année d'intoxications alimentaires causées par des aliments à base de volaille.

En Éthiopie, l'industrie avicole est en plein essor avec un potentiel rapide de croissance. Mais, une production croissante seule n'est pas suffisante. Les œufs et la viande doivent également être sûrs, ce qui est actuellement un défi, car le système de production reste aujourd'hui traditionnel et manque de normes sanitaires modernes. Une des solutions pourrait être la montée en compétences des personnes professionnelles du secteur et du service public responsable des contrôles sanitaires de la filière : vétérinaires, techniciens de terrain et de laboratoire et éleveurs. Ces mesures pourraient indirectement contribuer à la santé des populations et à l'économie du pays en créant des emplois.

La France est le 4ème producteur et exportateur de poulet en Europe suivant des normes européennes de sécurité sanitaire des aliments. Cependant, l'industrie française de la volaille subit régulièrement des pertes importantes et est actuellement confrontée à de nombreuses épidémies d'influenza aviaire hautement pathogènes depuis 2015, montrant l'importance de monter un niveau d'exigence sanitaire élevé dans le secteur.

Alors, qu'ont-ils en commun ?

Le niveau d'exigence sanitaire et de technicité de la filière requiert le développement et le maintien en compétences des vétérinaires/techniciens et des laboratoires publics/privés.

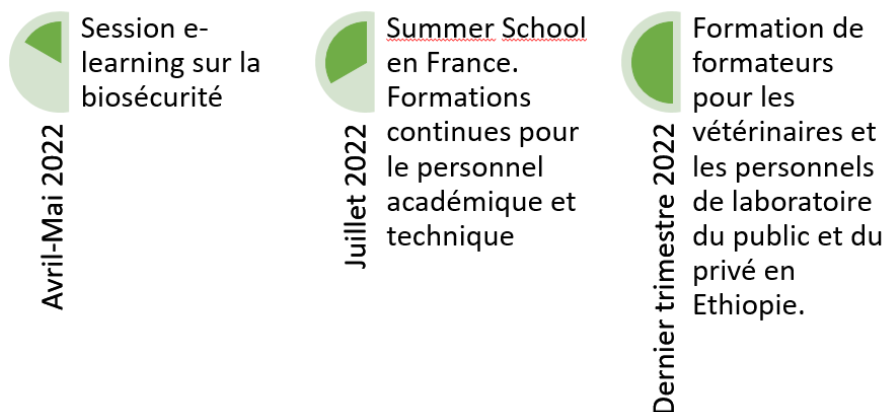
Pour atteindre cet objectif, l'idée est de mettre en place différents types de formation continue et de sensibilisation des formateurs ou professionnels tout au long de la filière avicole (opérateurs de laboratoire, techniciens, vétérinaires, services publics ou privés, alimentation animale, élevage et l'hygiène alimentaire).



**C'est ainsi qu'est né le
« Chicken Health Project »**

Un projet de deux ans dans le cadre de la coopération franco-éthiopienne. Ce dernier vise à renforcer la coopération et les actions déjà initiées entre les entreprises et institutions françaises et éthiopiennes, soit l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse, le laboratoire CEVA santé animale, le collège vétérinaire éthiopien de Debre Zeit CVMA. Ainsi, cette coopération vise à élargir le champ de la sécurité sanitaire des aliments à l'ensemble de la chaîne de valeur – de la fourche à la fourchette, de l'alimentation animale à la commercialisation des produits alimentaires mais aussi soutenir les capacités d'analyses locales.

Ainsi, « Chicken Health Project » posera les piliers d'une coopération académique et économique durable dans le domaine de la sécurité sanitaire des élevages et des aliments avec également une feuille de route pour une « coopération franco-éthiopienne en matière de sécurité alimentaire ».



Calendrier du projet pour l'ENVT (Ecole Vétérinaire Française de Toulouse)

Les projets internationaux de l'ENVT

Contacts : Pauline MICHEL – IHAP-ENVT – Ingénieur Pédagogique
– Projet YEDODE Ethiopie, pauline.michel@envt.fr

Sabine DIDIERLAURENT – Directrice adjointe · France
Vétérinaire International ENSV-FVI,
sabine.didierlaurent@vetagro-sup.fr

Rachid BENLAFQUIH – BRECI chargé de mission Afrique,
rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr